



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 4540

Texte de la question

VIOLENCES À JUVISY-SUR-ORGE

M. le président. La parole est à M. Olivier Marleix, pour le groupe Les Républicains.

M. Olivier Marleix. Monsieur le ministre de l'intérieur, samedi en début de soirée, une bande d'une trentaine de jeunes a débarqué dans le quartier du Plateau à Juvisy-sur-Orge, saccageant tout sur son passage. Au total, une vingtaine de voitures ont été endommagées, des halls d'immeuble dévastés, un appartement ravagé. Ces jeunes étaient cagoulés, et armés de battes de baseball, de sabres, de haches !

Tout cela suscite évidemment une très forte émotion chez les habitants de ces quartiers d'autant que ces faits se sont déroulés sur le territoire du commissariat de Savigny-sur-Orge, qui a subi il y a quelques mois à peine des attaques d'une insupportable violence, avec quatre de ses fonctionnaires de police piégés et attaqués au cocktail molotov. L'un des policiers, grièvement brûlé, est toujours hospitalisé.

Visiblement, la visite en grande pompe de votre prédécesseur, M. Cazeneuve, au mois d'octobre, ne semble pas avoir beaucoup impressionné les voyous de ces quartiers.

M. Jean-Paul Bacquet. Minable !

M. Olivier Marleix. Une seule question se pose, monsieur le ministre : comment est-il possible, alors que nous sommes en état d'urgence depuis 430 jours, que le Parlement a voté à cinq reprises la prolongation de celui-ci, que des bandes armées de battes de baseball et de sabres puissent circuler en bus, librement, en toute impunité, sur le territoire de la République ?

Il s'agit de délinquance et de vandalisme, mais n'importe quel groupe avec des intentions criminelles ou terroristes aurait pu se déplacer de la même façon.

Je ne vous demande pas, monsieur le ministre, de vous défaire en faisant la comptabilité hypothétique de ce que seraient les effectifs à la fin du quinquennat de M. Fillon. Ce qui se passe aujourd'hui est de votre responsabilité, et de votre responsabilité seulement. C'est le résultat de quatre années de désarmement pénal systématique. *(Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, vous avez tant à vous reprocher que vous vous protégez avant même la fin de votre question. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)*

Moi, je souhaite répondre sur le fond de cette affaire. Ce week-end, onze jeunes, porteurs de barres de fer et d'outils, ont saccagé les abribus, un appartement, des voitures. Ils ont été arrêtés par la police. Ils ont été déferés, relâchés (« *Relâchés !* » *sur les bancs du groupe Les Républicains.*) L'enquête se poursuit aujourd'hui. (*Exclamations sur les mêmes bancs.*)

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues !

M. Bruno Le Roux, ministre. Respectez l'enquête et le droit...

M. Philippe Cochet. Et le droit des victimes ?

M. Bruno Le Roux, ministre. Aujourd'hui, il y a une enquête et je vous dis la détermination totale du Gouvernement à faire en sorte que les responsabilités des auteurs de ces actes soient mises au jour. Mais puisque vous me parlez de la circonscription qui comprend aussi Viry-Châtillon, je vous indique que ce matin onze individus ont été arrêtés. Ils ont entre dix-sept et dix-neuf ans. Actuellement, ils sont en garde à vue...

Plusieurs députés du groupe Les Républicains. Et ils seront relâchés !

M. Bruno Le Roux, ministre. Ils sont soupçonnés d'avoir attaqué les quatre policiers dont vous parliez. Je veux remercier tous les enquêteurs qui ont mené cette enquête depuis plusieurs mois. Nous avons donné tous les moyens pour que soient arrêtés les agresseurs de ces policiers. De même, tous les moyens seront mis en œuvre pour arrêter les casseurs de Juvisy.

M. Philippe Meunier. Ils seront relâchés !

M. Bruno Le Roux, ministre. Je veux féliciter la direction de la sûreté du département de l'Essonne,...

M. Sylvain Berrios. Nous, on ne vous félicite pas.

M. Bruno Le Roux, ministre. ...la CRS 8 qui a participé à l'opération et leur dire la grande confiance que nous avons dans les forces de l'ordre pour assurer la sécurité de nos concitoyens.

Il fallait quand même une grande cécité, monsieur le député, pour avoir transformé des postes en 13 000 suppressions pendant votre quinquennat (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains*) ce qui a conduit à la situation que nous connaissons. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

M. Christian Jacob. Cela fait cinq ans, monsieur le ministre !

Données clés

Auteur : [M. Olivier Marleix](#)

Circonscription : Eure-et-Loir (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4540

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [18 janvier 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [18 janvier 2017](#)